



*“Pour la souveraineté alimentaire!
Unité et mobilisation des peuples !”*

5^{ème} CONFERENCE INTERNATIONALE DE LA VIA CAMPESINA

Du 16 au 23 octobre 2008 - Maputo, Mozambique

DOSSIER DE PRESSE

- 1 - La 5^{ème} Conférence Internationale: faits et chiffres
 - 2 - Participation et accréditation des journalistes
 - 3 - La 5^{ème} Conférence Internationale de la Via Campesina
 - 4 - Thèmes principaux
 - 5 - Histoire de La Via Campesina
 - 6 - Quelques faits sur le Mozambique
 - 7 - Organisations membres de La Via Campesina
- Annexes

<p>Secrétariat Opérationnel International (IOI)</p> <p>Jl. Mampang Prapatan XIV No. 5 Jakarta Selatan DKI Jakarta Indonésie 12790 Tel : +62-21-7991890 Fax: +62-21-7993426 Email : viacampesina@viacampesina.org</p>	<p>NAC (Union Nationale de Paysans Rue Valentim Siti, 39 R/C Maputo, Mozambique Tel : +258 21 306 737 Fax : +258 21 306 738 Email : nacexecutiva@tvcabo.co.mz</p>	<p>Bureau régional de La Via Campesina pour l’Afrique Rue Dr Jaime Ribeiro, n°104 Maputo, Mozambique Tel/Fax: +258 21 327 895 Email: vcafrica@gmail.com</p>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

1. La 5^{ème} Conférence Internationale de La Via Campesina: faits et chiffres

Qui sommes-nous?

La Via Campesina (www.viacampesina.org) est un mouvement international de paysans, petits et moyens producteurs, hommes et femmes sans-terre, indigènes, jeunesse rurale et travailleurs ruraux. Le mouvement est pluraliste, multiculturel, autonome et indépendant de toute orientation politique et religieuse.

Il existe depuis 15 ans et il a surgi dans un contexte politique, social et économique de changements et d'affirmation politiques agricoles et commerciales néo-libérales et d'industrialisation de l'agriculture, qui mettait en péril les droits des paysans.

C'est un mouvement qui unit des organisations du Nord et du Sud dans la défense d'objectifs communs, comme le rejet des pratiques de l'OMC/FMI/Banque Mondiale, qui imposent à tous les pays des politiques destructrices du monde rural. Il lutte aussi pour la reconnaissance de la souveraineté alimentaire comme un droit et pour le droit des paysans du monde entier à une vie digne (pour des informations plus détaillées, cf. "Histoire de La Via Campesina", p.10)

La Via Campesina a conquis un espace de plus en plus grand dans les luttes pour les droits des petits et moyens agriculteurs. En un peu plus d'une décennie, elle est devenue l'un des mouvements sociaux les plus actifs sur la scène internationale, étant présente et faisant entendre sa voix en défense des droits des petits paysans.

Lors de la dernière Conférence Internationale en 2004, la Via Campesina était constitué de 149 organisations de 56 pays.

Toutes les régions du monde sont représentées:

- Afrique: organisations membres au Mozambique, à Madagascar, au Mali, Sénégal et en Afrique du Sud;
- Amérique du Nord - organisations membres au Canada, Mexique e aux Etats-Unis;
- Amérique du Sud - organisations membres au Brésil, Chili, en Colombie, Argentine, Bolivie, Pérou, Equateur, Venezuela, Paraguay;
- Asie de l'Est et du Sud-est - organisations membres en Thaïlande, aux Philippines, à Timor Est, en Corée du Sud, au Vietnam, en Malaisie, Indonésie et au Japon;
- Asie du Sud - organisations membres au Bangladesh, Népal, Sri Lanka, en Inde;
- Amérique Centrale - organisations membres au Salvador, Costa Rica, Panama, au Belize, Honduras, Guatemala et Nicaragua;
- Cuba et Caraïbes - organisations membres à Cuba, Haïti, aux Iles Windward et en République Dominicaine;
- Europe - organisations membres dans 15 pays d'Europe, à travers les organisations membre de la Coordination Européenne Via Campesina.

Cette liste énumère les pays représentés avant l'incorporation de nouveaux membres, ce qui aura lieu au Mozambique à l'occasion de la V^{ème} Conférence.

Une nouvelle liste complète des membres de La Via Campesina sera publiée lors de la clôture de la V^{ème} Conférence.

Nos initiatives:

La Via Campesina a marqué sa présence sur la scène internationale, aussi bien par sa participation à des événements mondiaux, que par la promotion et l'organisation de rencontres internationales.

Quelques événements récents auxquels La Via Campesina a participé:

- Conférences de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce): Cancun 2003, Hong Kong 2005, Genève, 2008;
- Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (ICCARD, en anglais), au Brésil en 2006;

- Mobilisations au G8 à Rostock (2007) e à Hokkaido (2008);
- Mobilisations au Sommet de la FAO (Food and Agriculture Organization), 2008;
- Co-organisation du Forum Mondial pour la souveraineté alimentaire, Nyeleni, Février 2007;
- Mobilisations sur la Diversité Biologique (CDB - Convention sur la Diversité Biologique), à Curitiba en 2006 et à Bonn, 2008;
- Traité International sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture (TIRPAA), 2007;
- Manifestations contre les Accords de Libre Echange (ALE, en anglais), les Accords de Partenariat Economique (APE)...

Et bien d'autres...

Les Conférences Internationales de La Via Campesina:

- 1^{ère} Conférence Internationale de La Via Campesina, 1993, Belgique
- 2^{ème} Conférence Internationale de La Via Campesina, 1996, Mexique
- 3^{ème} Conférence Internationale de La Via Campesina, 1^{ère} Assemblée de Femmes, 2000, Inde
- 4^{ème} Conférence Internationale de La Via Campesina, 2^{ème} Assemblée de Femmes, 1^{ère} Assemblée de Jeunes, 2004, Brésil

Qu'est-ce une Conférence Internationale de La Via Campesina?

Nos Conférences Internationales sont un moment crucial dans l'organisation de La Via Campesina. En effet, la conférence internationale est l'instance suprême de prise de décisions. Elle se tient tous les 4 ans, réunissant des paysans et paysannes du monde entier.

Où va se réaliser la 5^{ème} Conférence Internationale?

Escola Central do Partido Frelimo
Rua do IMAP
Talhão 540
C.P. 29
+258 21 781732
Matola - province de Maputo, Mozambique

Le lieu qui accueillera la conférence se situe à environ 10 km du centre de la ville de Maputo. Un minibus a été prévu pour le transport des journalistes de l'hôtel proposé par l'équipe de Communication, mais vous pourrez aussi prendre un taxi de Maputo à Matola. Le voyage dure approximativement 30 minutes.

Quand?

Entre le 16 et le 23 octobre 2008

Quels sont les principaux objectifs de la 5^{ème} Conférence Internationale?

- Fortifier La Via Campesina comme mouvement international de paysans et petits producteurs pour une plus grande représentativité;
- Construire un modèle alternatif de développement rural;
- Définir des stratégies et des plans d'action communs pour les années suivantes;
- Analyser le contexte international dans le cadre de la lutte des paysans;
- Analyser l'impact des traités commerciaux, de la question de la biodiversité et des semences, des agro-carburants, des changements climatiques et des modèles de production sur la souveraineté alimentaire.

Qui viendra au Mozambique en octobre 2008?

- 500 délégués et déléguées, paysans et paysannes, des membres de plus de 130 organisations actives dans plus de 70 pays
- 40 interprètes et traducteurs volontaires des quatre coins du monde.

La structure de la 5^{ème} Conférence de La Via Campesina

Lieu

La V^{ème} Conférence de La Via Campesina aura lieu à l'Ecole Centrale du Parti Frelimo (Front de Libération du Mozambique), situé dans la ville de Matola, à environ 30 minutes de Maputo.

L'infrastructure disponible pour la Conférence est: un auditorium pour plus de 1000 personnes, une salle pour 300 et d'autres salles pour 80 et 25 personnes. Il y aura un espace réservé à des expositions. Outre ces espaces, deux tentes avec la capacité pour 100 personnes et deux tentes pour 50 ont été prévues, afin de permettre la réalisation des travaux.

Il y a également un réfectoire. L'internet sera disponible dans une salle réservée à cet effet.

Alimentation

Les repas seront confectionnés dans les installations où se tient la conférence. Toute la nourriture pour les repas des participants sera produite par les paysans mozambicains, membres de l'UNAC, dans un esprit de cohérence avec les valeurs de la Via Campesina.

Les différents moments:

16 et 17 octobre : 2^{ème} Assemblée Mondiale des Jeunes de La Via Campesina

17 et 18 octobre: 3^{ème} Assemblée Mondiale des Femmes de La Via Campesina

19, 20, 21 octobre: 5^{ème} Conférence Internationale de La Via Campesina (accès réservé aux membres le 19 et le 20)

22 et 23 octobre: Assemblée de La Via Campesina Internationale avec ses alliés.

2. Participation et accréditation des journalistes

Accréditation des média pour la V^{ème} Conférence

La V^{ème} Conférence sera ouverte au média le 21 (à partir de midi), 22 et 23 octobre 2008. Cependant, tous les journalistes doivent être accrédités à l'avance par l'équipe de Média. Dû au manque d'espace et à notre agenda chargé, nous devons limiter le nombre d'accréditations. Si vous êtes intéressé, remplissez s'il vous plaît le formulaire ci-dessous et nous entrerons en contact avec vous!

Néanmoins, des interviews avec les participants peuvent être organisées par notre équipe de Média et Communication.

Pour votre propre confort, nous demandons aux journalistes accrédités de trouver leur propre logement sur Maputo. Cependant, nous suggérerons un hôtel à partir duquel nous pourrions organiser quotidiennement un transport collectif pour la V^{ème} Conférence ainsi que le retour (environ 30 min en voiture).

Notre budget ne nous permet pas de couvrir les dépenses des journalistes (transports jusqu'à Maputo et dans le pays, logement, alimentation...).

Formulaire d'accréditation

Nom et prénom:

Nationalité:

Adresse:

E-mail:

Numéro de portable:

Nom de l'organe de presse:

Votre position dans cet organe de presse (éditeur, free lance...):

Production attendue sur la conférence (Allez-vous écrire des articles, publier des photos, produire des vidéos?):

Principaux thèmes que vous avez l'intention de couvrir pendant la conférence:

Visites de terrain

Pendant le déroulement des événements, il y a la possibilité d'effectuer des visites de terrain, principalement dans la province de Maputo, pour ceux qui désirent connaître de plus près la réalité de l'agriculture familiale au Mozambique. Ces voyages pourront être organisés par La Via Campesina mais ils devront être pris en charge financièrement par les journalistes et les organes de presse.

Etes-vous intéressé à vous joindre à une visite de terrain pour être en contact avec les paysans locaux le 24 et 25 octobre?

SVP, envoyez ce formulaire à:

La Via Campesina Internationale, Jakarta, Indonésie

Isabelle Delforge

Assistante de Communication,

La Via Campesina - Secrétariat International:

Portable: +32 498522163

E-mail: idelforge@viacampesina.org

UNAC - Union Nationale des Paysans, Maputo, Mozambique

Fredson Guirramela Lopes Guilengue

Plaidoyer, Coopération et Communication

União Nacional de Camponeses - UNAC

Rua Valentim Siti, n° 39 R/C

Maputo, Mozambique

Téléphone: +258-21-306737, Fax: +258-21-306738

Portable: +258-82 89 05 190

E-mail: fguilengue@gmail.com

3. La 5^{ème} Conférence Internationale de La Via Campesina

Cette Conférence Internationale sera, pour La Via Campesina, le 3^{ème} évènement international important du continent africain, après le Forum Social Mondial de Nairobi (janvier 2007) et le Forum International sur la Souveraineté Alimentaire, Nyéléni 2007, au Mali (février 2007).

La Conférence internationale est l'espace d'élaboration et de prise de décisions le plus élevé dans le mouvement. C'est là que tous les thèmes-clés, les positions et les orientations politiques pour les quatre années suivantes sont débattus et définis. C'est aussi l'espace où les règles, les mécanismes et les structures pour le fonctionnement participatif et démocratique sont articulés. Avant la Conférence internationale à proprement parlé, la 2^{ème} Assemblée Internationale de Jeunes et la 3^{ème} Assemblée Internationale de Femmes auront lieu.

En accord avec les statuts du mouvement, les conférences internationales doivent se tenir tous les 4 ans: la dernière a pris place à São Paulo, au Brésil, en juin 2004. **C'est là qu'a été décidé que la 5^{ème} Conférence Internationale serait réalisée en 2008 à Maputo, Mozambique, sous la coordination de l'UNAC, un des 5 membres actuels de La via Campesina en Afrique et membre du CCI (Comité de Coordination International).**

Objectifs de la 5^{ème} Conférence internationale

L'objectif général de la Conférence est de fortifier La Via Campesina comme mouvement international de paysans et de petits producteurs, de manière à ce qu'il puisse mieux défendre les intérêts des communautés rurales du monde entier.

C'est aussi de construire de façon effective un modèle alternatif de développement rural basé sur le renforcement des processus et des structures inclusifs, participatifs et démocratiques de ses membres dans la prise de décisions.

Le renforcement de La Via Campesina comme le plus grand mouvement social international passe par, entre autres: des analyses collectives des contextes politiques internationaux et régionaux, le développement de stratégies avec les gouvernements et les institutions internationales, la conception de stratégies relativement aux sociétés transnationales, l'actualisation du plan d'action et stratégique, le renforcement de la construction d'alliances avec d'autres mouvements sociaux de la ville et de la campagne, l'intégration de nouvelles organisations membres, le renforcement de la participation des femmes et des jeunes, etc.

Le déroulement de la 5^{ème} Conférence

Pendant 8 jours, entre le 16 et le 23 octobre 2008, 500 représentants d'organisations paysannes membres de La Via Camponesa du monde entier, des hommes, des femmes et des jeunes se réuniront dans les environs de Maputo.

16 et 17 octobre : 2^{ème} Assemblée Mondiale des Jeunes de La Via Campesina

17 et 18 octobre: 3^{ème} Assemblée Mondiale des Femmes de La Via Campesina

19, 20, 21 octobre: 5^{ème} Conférence Internationale de La Via Campesina (accès réservé uniquement aux membres le 19 et le 20)

22 et 23 octobre: Assemblée de La Via Campesina Internationale avec ses alliés

Local de la réalisation des réunions:

Escola Central do Partido Frelimo

Matola, District de Maputo, Mozambique

Appliquer le droit à la Souveraineté Alimentaire des peuples

La Via Campesina a lancé l'idée de la "souveraineté alimentaire" en réponse au concept de sécurité alimentaire qui a généré davantage de faim dans le monde et de pauvreté au sein des familles

paysannes. La souveraineté alimentaire est un concept alternatif qui appuie les peuples dans leur lutte contre les politiques néolibérales et libérales comme celles qui sont imposées par les institutions financières internationales, l'OMC et les corporations transnationales de l'agro-business par le biais du libre échange et de la libéralisation de l'agriculture.

La souveraineté alimentaire est un droit des peuples à des aliments nutritifs et culturellement adéquats, accessibles, produits de façon durable et écologique, et leur droit à décider leur propre système alimentaire et productif. Cela place ceux qui produisent, distribuent et consomment des aliments au coeur des systèmes et des politiques alimentaires, au dessus des exigences des marchés et des entreprises. Elle nous offre une stratégie pour résister et démanteler le libre échange et le commerce corporatif, ainsi que le régime alimentaire actuel et pour orienter les systèmes alimentaires, agricoles, pastoraux et piscatoires vers la priorité des économies locales et des marchés locaux et nationaux. Elle octroie le pouvoir aux paysans et à l'agriculture familiale, à la pêche artisanale et au pâturage traditionnel et place la production alimentaire, la distribution et la consommation sur des bases de durabilité de l'environnement, de durabilité sociale et économique. La souveraineté alimentaire garantit que les droits d'accès et la gestion de notre planète, de nos territoires, de nos eaux, de nos semences, de nos animaux et la biodiversité soient entre les mains de ceux qui produisent les aliments. La souveraineté alimentaire présuppose de nouvelles relations sociales, libres d'oppression et d'inégalités entre les hommes et les femmes, groupes raciaux, classes sociales et générations.

Les personnes sans terre, les paysans et la petite agriculture doivent avoir accès à la terre, à l'eau, aux semences et aux ressources productives, tout comme à des services publics adéquats. La souveraineté alimentaire et la durabilité doivent être prioritaires sur les politiques commerciales.

Dans ce cadre, les paysans membres de l'UNAC fourniront tous les aliments nécessaires aux huit jours de conférences et d'assemblées, cherchant ainsi à démontrer que, bien que les conditions ne soient pas toujours faciles ou favorables, il est possible de le faire.

4. Thèmes principaux à aborder pendant la Conférence

La Conférence, en plus de définir les stratégies et le plan d'action pour les quatre prochaines années, ratifier le siège international et l'admission de nouveaux membres, abordera plusieurs thèmes qui ont un impact sur l'agriculture paysanne:

- **La lutte quotidienne pour survivre comme paysan:** analyse de la situation de l'agriculture paysanne dans différentes parties du monde et des difficultés rencontrées. Témoignages.

- **Les corporations internationales:** La récente conjoncture mondiale a démontré que la sécurité alimentaire, principalement des pays les plus pauvres, est loin d'être un acquis. Comment expliquer qu'une grande partie des pays en difficultés soient importateurs nets d'un bien aussi basique que l'alimentation et que leurs populations, déjà vulnérables en soi, consacrent 60% de leurs revenus pour manger ? Cependant, les institutions internationales, au lieu d'analyser les causes qui ont mené à la crise alimentaire avec l'objectif de mettre en oeuvre des solutions de long terme, font des propositions qui semblent suivre la même ligne qui a provoqué le problème: plus de libéralisation... L'alimentation est un sujet trop important pour qu'il soit laissé entre les mains de l'industrie agroalimentaire. Les biens de première nécessité ne peuvent pas être le fruit de spéculation ou envisagés comme simple business.

- **Traités commerciaux, l'Organisation Mondiale du Commerce et la souveraineté alimentaire:** La crise qui a marqué les derniers mois, provoquant une montée accentuée des prix des denrées alimentaires, des protestations populaires dans les villes de plusieurs pays du monde et la spéculation est le résultat de plus de trois décennies de politiques néolibérales et libérales. Le dernier sommet de la FAO (Food and Agriculture Organization), dont le thème était la Crise Alimentaire, a été particulièrement préoccupant puisqu'au lieu de viser un changement de direction, il annonce la continuation de la libéralisation du commerce, ce qui ne peut qu'accroître le problème et augmenter la dépendance des pays importateurs.

- **Semences et biodiversité pour la souveraineté alimentaire:** Le développement des OGM dans le monde entier (avec l'Amérique Latine qui devient un marché de prédilection face à la résistance de l'Europe) et la prolifération de projets pour une "Nouvelle" Révolution Verte en Afrique, le pouvoir croissant des entreprises multinationales représentent un sérieux danger pour la biodiversité, la préservation traditionnelle des semences et l'indépendance des petits paysans.

- **Territoires vs changements climatiques et agro-carburants:** Les pays industrialisés se sont lancés dans la promotion de la production à large échelle d'énergies non fossiles. Néanmoins, contrairement à ce qui est affirmé par les partisans des agro-carburants, il n'est pas prouvé que ceux-ci réduisent l'émission de gaz à effet de serre, atténuant ainsi les facteurs qui causent les changements climatiques. En effet, le solde énergétique de toute la chaîne productive de ces carburants est négatif (en d'autres mots, ils consomment plus d'énergie lors de leur production que celle qu'ils fournissent au final). En outre, les agro-carburants pourraient favoriser l'exploitation des pays en développement, aggravant la situation des petits paysans, dépossédés de leurs terres afin de livrer de l'espace aux explorations intensives de monocultures. Finalement, les agro-carburants ont un impact écologique négatif: déforestation, épuisement des ressources hydrauliques, appauvrissement des sols...

- **Modèles de production:** La Via Campesina défend un modèle de production durable, qui respecte la terre et les paysans et paysannes, les habitudes culturelles et alimentaires de chaque région... Ce modèle implique une relocalisation de la production et de la consommation et se trouve, ainsi, en totale contradiction avec le modèle libéral et néolibéral.

5. Histoire de La Via Campesina

par Annette Aurélie Desmarais

La Via Campesina est née dans un contexte économique, politique et social particulier dans lequel partout dans le monde la capacité des paysans et des paysannes à garder le contrôle sur la terre et sur les semences était mise à mal.

Elle est apparue aussi à une époque où le modèle de développement rural en place altérait les paysages ruraux, menaçait de rendre les connaissances locales superflues et dénigrant les cultures rurales. Les principaux éléments à l'origine de son émergence sont donc d'une part la globalisation envahissante d'un modèle industriel moderne d'agriculture et, d'autre part, la recherche d'une approche alternative parmi ceux qui étaient les plus affectés par les conséquences du développement de ce modèle.

En Mai 1993 au cours d'une conférence qui s'est tenue à Mons en Belgique, quarante-six représentants (hommes et femmes) d'organisations paysannes, de petits agriculteurs, de peuples indigènes et de travailleurs agricoles de différentes régions créent formellement La Via Campesina. Mais les racines de la Via Campesina remontent à bien plus loin. Tout au long des années 80, les membres fondateurs de Via Campesina ont participé à des discussions et ont eu des échanges avec leurs homologues dans les différentes régions et au niveau international. Cela va donner lieu à la création de coordinations régionales tels que le CPE (Coordination Paysanne Européenne) en Europe, L'ASOCODE (association de paysans d'Amérique Centrale) et La CLOC (Coordination Latino-américaine des Organisations rurales) en Amérique du Sud. Le dialogue et les échanges conduisent également à la Déclaration de Managua signée par les représentants de huit organisations paysannes d'Amérique Centrale, des Caraïbes, d'Europe, du Canada et des États-unis qui se sont rassemblés pour participer au Deuxième Congrès de l'Union Nationale des Agriculteurs et des Éleveurs tenu à Managua, Nicaragua en 1992.

La Via Campesina se constitue au Nord et au Sud autour d'objectifs communs: un rejet explicite du modèle néolibéral de développement rural, un refus catégorique de se voir exclue des politiques de développement agricole, une détermination absolue de ne pas être "portée disparue" ainsi qu'un engagement de travailler ensemble pour renforcer la voix des paysans. Par sa stratégie de "construire l'unité à partir de la diversité" et par son concept de souveraineté alimentaire, les paysannes du monde entier travaillent ensemble pour garantir le bien-être des communautés rurales.

L'objectif de La Via Campesina est de provoquer un changement dans le monde rural - changement qui améliore les conditions de vie, qui renforce la production locale d'aliments pour la consommation locale, et qui ouvre des espaces démocratiques permettant aux agriculteurs et agricultrices d'exercer entièrement le rôle qui leur appartient d'établir leur position et de participer au processus de décisions sur les problèmes qui ont un impact sur leurs vies. Le mouvement croit que ce type de changement ne peut avoir lieu que lorsque les communautés locales obtiennent un plus large accès aux ressources productives, un plus grand contrôle sur celles-ci, et quand elles augmenteront leur pouvoir social et politique.

Depuis la signature de L'Uruguay Round du GATT (Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce) en 1994 les représentants des organisations rurales du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, organisés au sein de La Via Campesina, ont marché ensemble notamment dans les rues de Genève, Paris, Seattle, Washington, Québec, Rome, Bangalore, Porto Alegre, Cancún et Hong Kong. Chaque fois que, et partout où des institutions internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale, et la FAO (Food and Agriculture Organisation) des Nations Unies se rencontrent pour discuter sur les problèmes de l'agriculture et de l'alimentation, La Via Campesina a toujours été présente. La Via Campesina est également présente dans les communautés locales au Honduras, Mexique, Brésil, Guatemala, Indonésie, Europe ou Canada lorsque des familles d'agriculteurs se mobilisent pour résister à la diffusion de semences génétiquement modifiées, ou lorsqu'ils sont évincés de leurs terres pour faciliter l'extension du développement urbain, de champs de golf, de plantations d'eucalyptus, d'élevages intensifs de crevettes ou de porcs.

Pour beaucoup tout cela est très surprenant. Depuis plus de cent ans ceux qui croyaient savoir ce qui allait arriver dans les campagnes du monde ont prédit la disparition de la paysannerie. Et aujourd'hui elle aurait déjà dû disparaître. Bien au contraire, intégrés au sein de La Via Campesina, les paysans se

rassemblent partout, telle une voix déconcertante et discordante au sein du chœur qui chante les louanges de la globalisation.

La présence de La Via Campesina n'a pas été ignorée. Portant des casquettes vertes sombres, des foulards, des t-shirts blancs, agitant des drapeaux verts avec son logo aux couleurs vives, et chantant des slogans avec énergie, les membres de La Via Campesina lui ont donné par leurs actions une voix, chaque fois plus visible et audible. C'est la voix de l'opposition radicale à la globalisation d'un modèle néolibéral d'agriculture contrôlée par les grandes entreprises.

Cette résistance a pris une tournure dramatique le 10 septembre 2003 - le premier jour de la Cinquième Rencontre Ministérielle de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) à Cancún au Mexique avec la mort tragique du leader des fermiers Coréens, Lee Kyung Hae. Lee avec 120 autres Coréens s'était joint à la délégation de la Via Campesina à Cancún afin d'expulser l'OMC du secteur de l'agriculture. Portant le slogan: "L'OMC tue les paysans", Lee a marché vers les hautes clôtures métalliques érigées pour "protéger" des protestataires les négociateurs du commerce et s'est tué en se poignardant.

Cet acte de résistance tragique et définitif est le symbole de ce que La Via Campesina n'a pas cessé de répéter: La libéralisation de l'agriculture est une guerre contre les paysans et les paysannes, elle décime les communautés rurales et détruit les familles paysannes. Le cri désespéré de Lee pour le changement a contribué à renforcer la Via Campesina qui, à partir de cet instant, a déclaré le 10 septembre comme le Jour International de Protestation contre l'OMC.

La visibilité croissante de La Via Campesina en tant qu'acteur social déterminant, profondément enraciné dans les communautés locales tout en étant en même temps de plus en plus engagé et toujours plus efficace dans la scène internationale, a attiré l'attention de nombreuses organisations rurales cherchant d'autres options. Entre 2000 et 2004, quarante-deux organisations se sont jointes à La Via Campesina qui comprend actuellement 149 organisations dans cinquante-six pays.

Une grande part du succès de La Via Campesina est due au fait qu'elle équilibre - avec prudence mais non sans effort - les différents intérêts de ses membres. Elle doit gérer de manière transparente des problèmes de genre, de races, de classes, de cultures et des relations Nord/Sud susceptibles de causer des divisions. Selon La Via Campesina le conflit ne se déroule pas entre les paysans du Nord et ceux du Sud. La lutte se déroule plutôt entre deux modèles en compétition - et diamétralement opposés sur de nombreux aspects - de développement social et économique. D'un côté un modèle néolibéral globalisé, promu par les grandes entreprises, qui conçoit l'agriculture exclusivement comme une aventure vouée au profit dans laquelle les ressources productives sont de plus en plus concentrées dans les mains de l'industrie Agro-alimentaire. D'autre part, un modèle plus humain, un monde basé sur la souveraineté alimentaire. Dans ce deuxième modèle, celui que défend la Via Campesina, l'agriculture est dans les mains des paysans et des paysannes et fait appel à des modes de production, utilisant les ressources locales et destinés à fournir les marchés locaux. L'agriculture exerce une importante fonction sociale, tout en demeurant économiquement viable et écologiquement soutenable.

La formation et la consolidation de La Via Campesina sont la preuve vivante que les familles paysannes n'ont pas été des complices complaisant au cours de ce processus de restructuration économique. Ils n'en ont pas d'avantage été les victimes passives face à la pauvreté croissante et à la marginalisation. Bien au contraire, ils résistent activement à la globalisation d'un modèle d'agriculture imposé par les grandes entreprises. Ils utilisent trois armes traditionnelles des faibles (l'organisation, la co-opération et la communauté) pour redéfinir le "développement" et pour construire un modèle alternatif qui vont des petites coopératives agricoles aux banques de semences, aux initiatives de commerce équitable, et à la récupération des pratiques agricoles traditionnelles. Ils unissent également leurs efforts au-delà de la sphère locale, en travaillant au niveau régional, national et international.

En constituant La Via Campesina, les organisations paysannes ont réussi à constituer un nouvel espace de dimensions internationales leur permettant d'exister dans l'arène internationale. La Via Campesina occupe cet espace avec les voix des paysans, en articulant leurs demandes et les options qui les concernent et en s'efforçant de résister à l'imposition d'un modèle d'agriculture aux mains des multinationales. La solidarité et l'unité vécues avec La Via Campesina entretiennent ce qui est peut-

être le plus précieux de tous les dons, l'espoir. L'espoir qu'une "autre" agriculture est possible. En effet, La Via Campesina nous permet d'imaginer que le changement est possible et qu'un projet alternatif est en train de naître. Cela est clairement formulé dans le slogan de La Via Campesina: "Globalisons la lutte - globalisons l'espoir."

Dates commémoratives:

La Via Campesina dispose de deux dates importantes qui sont l'occasion de manifestations diverses dans le monde entier, servant ainsi d'instruments de globalisation de la lutte:

- **17 avril - La journée internationale de la lutte des paysans:** cette date signale e rend hommage à la mort de 19 paysans au Brésil, à Eldorado de Carajas, le 17 avril 1996, lors d'une manifestation en faveur de la reforme agraire.
- **10 septembre - La journée internationale de la lutte contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC):** Le 10 septembre 2003, Mr Lee Kyun Hae, un paysan coréen, se tua pendant les manifestations contre l'OMC à Cancun, au Mexique. Sur la bannière qu'il portait, on pouvait lire: "L'Organisation Mondiale du Commerce tue les paysans".

6. Quelques faits sur le Mozambique

<http://www.african.gu.se/aa/pdfs/aa01006.pdf>



Le Mozambique est un état africain situé sur la côte orientale de l'Afrique Australe. Il est entouré par plusieurs pays: l'Afrique du Sud et le Swaziland au Sud, le Zimbabwe, la Zambie et le Malawi à l'Ouest et la Tanzanie au Nord. Le pays dispose d'un littoral de plus de 2000 km sur l'océan indien. La capitale est Maputo. Le climat varie du Nord au Sud, allant de subtropical à tropical et humide.

La surface du pays est de 799.380 km² et il compte une population de 20 069 738 habitants, selon les données du recensement de 2007.

Du point de vue administratif, le Mozambique est constitué de 11 provinces et chaque province est divisée en districts et postes administratifs.

Il s'agit d'une ancienne colonie portugaise et la langue officielle est le portugais, bien que les langues bantous soient très utilisées et qu'il n'y ait que 6% de la population (Recensement de 1997) qui ait le portugais comme langue maternelle.

Le Mozambique présente une grande diversité ethnique, culturelle et linguistique: à titre d'exemple, nous pouvons référer que le Sud du

pays se caractérise par des sociétés patrilinéaires alors que qu'au Nord les sociétés matrilineaires l'emportent et les rites d'initiation sont pratiqués. Quant aux langues nationales, il est difficile d'obtenir un nombre consensuel relativement à leur quantité, mais selon certaines sources, elles dépasseraient le nombre de 40.

Cette difficulté à quantifier avec exactitude les langues parlées dans le pays se doit au fait qu'il y a de nombreuses variantes régionales dans les principaux groupes linguistiques... La division linguistique reflète la division ethnique; on peut souligner quelques familles de langues: Macua, Nyanja et Sena au Nord, le Shona au Centre et le Tsonga-Changana au Sud. Cependant, cette division est fréquemment considérée réductrice. Bien que de manière un peu simpliste, on peut affirmer que la population mozambicaine est constituée de 46.1% de Macuas, 53% de Tsongas, Malavis et Chonas et 0,9% Autres.

Cette diversité est également visible au niveau des religions pratiquées: lors du recensement de 1997, 24,2% des enquêtés s'est identifié comme catholique; 24.25% a déclaré n'être affilié à aucune religion; 18.7% pratiquent le sionisme; 17.8% sont musulmans; 11.45% s'est qualifié comme "autres religions non catholiques" et 3.6% comme "autre". Cependant, selon d'autres sources, l'Animisme aurait un poids de 40%.

Le taux d'alphabétisation des adultes, selon des données de 2005, est de 38,5%, néanmoins, le taux de scolarisation primaire a augmenté ces dernières années en conséquence des impositions des Plans d'Ajustement Structurel (65%), même si le taux de scolarisation secondaire est encore très bas (7%).

Le Mozambique se caractérise para la prédominance d'une population rurale, pauvre et illettrée dont la subsistance dépend de l'agriculture. En conséquence de la distribution inégale de la richesse, de la corruption généralisée, de l'exclusion des paysans des politiques sociales et économiques et de l'absence d'initiatives pour favoriser le développement local, cette frange de la population est chaque fois plus marginalisée.

Quelques informations supplémentaires...

Densité populationnelle - 18.6
Taux de natalité - 46.1
Taux de mortalité - 18.5
Taux de croissance populationnelle - 0.9 (1985/90)
Population urbaine - 30%
Population de moins de 15 ans - 44%
Population de plus de 65 ans - 3,2%
Population féminine - 51.3%



Un regard sur le Mozambique: de l'Indépendance à nos jours

Le Mozambique¹ fut victime de la domination et de l'exploitation coloniale portugaise pendant près de 500 ans. Celle-ci a pris fin grâce à l'insurrection armée contre le régime colonial portugais (1964 - 1974), menée par un mouvement de libération nationale basé sur l'alliance entre les paysans et les intellectuels nationalistes. Les objectifs de l'insurrection étaient de libérer l'homme/ la femme et la terre du joug colonial. Ces objectifs furent atteints avec la proclamation de l'indépendance nationale, le 25 juin 1975, qui a eu pour conséquence la destruction de l'appareil colonial et la nationalisation de la propriété privée (terres, immeubles, moyens de production) en faveur des intérêts nationaux.

La période qui succéda à l'indépendance s'est caractérisée par l'exercice du pouvoir populaire, où tout le peuple, hommes et femmes, avait un rôle dans la construction de la nouvelle société libre de la domination coloniale. Le rêve de la jeune nation était de garantir l'égalité des opportunités à tous les Mozambicains, développant une économie au service du peuple, dans laquelle les ouvriers et les paysans assumaient un rôle prépondérant.

La pression exercée (attaques militaires) par le Régime de Ian Smith de la Rhodésie (actuel Zimbabwe) et par le régime de l'Apartheid de l'Afrique du Sud contre le Mozambique dans les années 70 et 80, conjuguée à la guerre civile qui débuta tout de suite après l'indépendance, affaiblirent économiquement le pays. Ces actes furent menés par le capital au nom de la lutte contre le communisme. En réalité, ce fut la réaction de la classe capitaliste exploiteuse contre l'insurrection du peuple qui, fatigué et indigné par la violation des droits légitimes de l'être humain, s'est soulevé pour mettre un terme à ce crime contre l'humanité.

L'engagement du peuple mozambicain de continuer à soutenir la lutte contre les régimes de la Rhodésie et de l'Apartheid ne s'est pas estompé. En résultat de cela, ces deux régimes ont vu leur fin et le Mozambique y a contribué.

La crise économique qui s'abattait sur le peuple a amené le gouvernement à recourir à l'Occident en quête de solution pour retirer le pays de celle-ci.

La réponse fut l'invitation formulée pour que le Mozambique se joigne aux institutions de Bretton Woods pour bénéficier de financements. En 1987, le Mozambique reçoit le premier prêt de la Banque Mondiale, institution qui avait concédé, quelques années auparavant, des prêts élevés au Régime de l'Apartheid, contre la volonté des Nations Unies. Ce premier financement fut le premier signe de la réinstallation du capitalisme au Mozambique. La Banque Mondiale et le FMI (Fond Monétaire International) imposèrent le PRE (Plan de Réhabilitation Economique) et une myriade de réformes qui incluait les privatisations ou l'extinction d'entreprises d'Etat, de banques publiques, de services de base (santé et éducation), de services d'extension rurale agricole, d'institutions de gestion de l'offre et provoquèrent l'affaiblissement de la capacité de l'Etat à assurer des services sociaux aux populations. De nos jours, le pays continue à mettre en œuvre des stratégies conçues par la Banque Mondiale (ex : PRSP - Stratégies de Réduction de la Pauvreté, Libéralisation des Marchés). Ces réformes ont mené au resurgissement d'une classe minoritaire riche face à la croissante paupérisation du peuple. La nouvelle classe riche est, aujourd'hui, formée par quelques personnes qui ont rêvé un jour d'une société faite de justice sociale.

Après près de 20 ans de dépendance en relation aux institutions de Bretton Woods et aux bailleurs de fonds, le Pays reçoit encore de ces institutions près de 60% de ses fonds pour le Budget Général de l'Etat, augmentant ainsi la dette externe et il continue à importer la plupart des produits de première nécessité du pays. Le pays cessa d'investir dans l'agriculture (secteur le plus important dans l'économie nationale) à la fin des années 80 et la plupart des services que l'Etat fournissait aux paysans à l'époque ont été privatisés ou supprimés. Malgré les pressions des bailleurs de fonds et de la Banque Mondiale, l'Etat a réussi à résister à la privatisation de la terre, cependant, d'innombrables violations de la Loi de la Terre (Loi qui a été approuvée avec la participation active des paysans), perpétrées par la bourgeoisie nationale et étrangère, en vue de la spéculation, du tourisme, et de l'agriculture commerciale, ont été notifiées, devant le regard impassible et serein des autorités et parfois même avec la complicité de celles-ci.

En ce moment, le Pays est en train de souffrir des pressions de la part d'investisseurs européens et américains pour la production d'agro-carburants. Près de 1/8 du territoire national sera probablement utilisé pour la production de matière première (éthanol et biodiesel).

Le Mozambique est essentiellement rural, avec plus de 70% des personnes qui vivent et travaillent à la campagne. De nos jours, les paysans et leurs familles jouent un rôle fondamental dans la production d'aliments sains et dans la protection de la biodiversité. Ce rôle est menacé par la course effrénée aux agro-carburants promue par les entreprises multinationales. L'appel à la révolution verte - mené par l'AGRA (Alliance pour la Révolution Verte en Afrique), avec la perspective de l'utilisation de l'irrigation à grande échelle, l'application d'agrochimiques et l'utilisation de semences modifiées - comme panacée pour mettre un terme à la Faim dans le pays, présente un danger pour la diversité des semences et les formes de culture environnementalement et humainement saines. L'Union Nationale des paysans (UNAC), qui unit plusieurs groupements de paysans dans tout le pays, a alerté le gouvernement et la société civile de la nécessité de promouvoir la souveraineté alimentaire comme alternative au modèle capitaliste néolibéral.

7. Les organisations membres de La Via Campesina

La Via Campesina est constituée de 149 organisations de 56 pays.

A l'occasion de la V^{ème} Conférence Internationale, La Via Campesina comptait 149 membres de plus de 56 pays des différents continents: Asie (Est, sud-est, et sud), Afrique, Amérique du Nord, Amérique centrale et Amérique du Sud, Caraïbes et Europe.

La liste détaillée des organisations membres de La Via Campesina est disponible en ligne:
http://www.viacampesina.org/main_en/index.php?option=com_wrapper&Itemid=60

Maputo, juillet 2008

ANNEXES



Histoire, vision et mission de l'UNAC, Union Nationale de Paysans

L'UNAC (Union Nationale de Paysans) est un mouvement de paysans du secteur familial au Mozambique, sans but lucratif. Elle est composée par des producteurs agro-éleveurs organisés ou non en associations, des coopératives et des groupes d'aide mutuelle et elle est implantée dans tout le pays.

L'UNAC a été créée en avril 1987, époque où, face au nouveau climat socio-économique qui s'affirmait et dans le contexte de la mise en place du Programme de Réhabilitation Economique, les petits et moyens agriculteurs ont senti la nécessité de créer une association nationale capable de les représenter et de défendre leurs intérêts. Les producteurs organisés en associations et coopératives d'agro-élevage ont créé, à l'occasion, le Noyau d'Appui aux Coopératives du Pays qui a fonctionné dès lors, jusqu'à la réalisation de l'Assemblée Générale Constitutive de l'UNAC, en avril 1993, où les statuts et les Programmes ont été approuvés. En 1994, l'UNAC est reconnue juridiquement.

L'UNAC compte plus de 65 000 membres, organisés en 58 unions et 1243 associations et coopératives, outre ses membres individuels.

Mission et objectifs stratégiques de l'UNAC

L'UNAC lutte pour un plus grand rôle des paysans dans la construction d'une société plus juste, prospère et solidaire et pour la défense de leurs droits. Elle promeut l'auto-organisation des producteurs, la souveraineté alimentaire et essaie de faire parvenir la voix des paysans au gouvernement, afin qu'elle puisse influencer la définition des politiques agricoles.

OBJECTIF 1:

"Promouvoir et amplifier (qualitativement et quantitativement) l'auto-organisation des paysans (femmes, hommes et jeunes), en vue du renforcement dynamique des communautés".

OBJECTIF 2:

"Intensifier les actions qui contribuent à garantir la Souveraineté Alimentaire des familles paysannes".

OBJECTIF 3:

"Etre de plus en plus la voix représentative et audible pour défendre les intérêts sociaux, économiques et politiques des paysans/paysannes, afin d'atteindre un développement durable".

OBJECTIF 4:

"Augmenter sa capacité en tant que mouvement, pour répondre activement aux défis de la base".

Axes de travail de l'UNAC :

- Renforcement des communautés rurales
- Terre
- Commercialisation
- Extension Rurale Participative

- Voix Politique des Paysans
- Souveraineté Alimentaire
- HIV/SIDA
- Genre

Conquêtes de l'UNAC

Au long de son existence, l'UNAC a effectué, entre autres activités dans le cadre de la défense des droits des paysans, la promotion de l'associativisme rural, la formation technique et administrative, l'élaboration et la mise en œuvre de projets/programmes de développement rural et des actions de mitigation des effets des catastrophes naturelles, etc.

En outre, l'UNAC a apporté une précieuse contribution à l'élaboration de l'actuelle Loi de Terre et par son effort, son sérieux et sa transparence, elle a conquis de la crédibilité auprès des institutions du gouvernement et des partenaires de coopération, nationaux et internationaux.

Actuellement, l'UNAC a est reconnue au niveau des Pays de Langue Officielle Portugaise et internationalement, par le biais de La Via Campesina, dont elle est membre.

Stratégies de genre de l'UNAC

Un des axes de travail fondamental de l'UNAC est celui de promouvoir activement les capacités et la participation des femmes dans tous les secteurs et à tous les niveaux de l'organisation. A cet effet, les axes de travail suivants ont été planifiés :

- Capacitations spécifiques pour la formation des femmes
- Concevoir des cursus qui permettent la participation des femmes
- Faciliter la participation des femmes à des événements internes et externes
- Faciliter l'application des connaissances acquises dans leurs communautés à travers la supervision et différents mécanismes d'évaluation
- Augmenter la motivation des femmes pour participer activement à la construction de capacités, opportunités à travers la supervision et l'évaluation
- Faciliter l'intégration des femmes dans les processus de prise de décisions du mouvement.

L'UNAC et La Via Campesina

L'UNAC a eu ses premiers contacts avec La Via Campesina en 1997, lors d'une visite au Mozambique du MST (Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre) du Brésil. Officiellement, l'UNAC fait partie de La Via Campesina depuis 2004, quand la région La Via Campesina - Afrique a été créée, le siège du secrétariat régional étant à Maputo (Mozambique). L'UNAC est une des organisations coordonnatrice du mouvement dans le continent africain, avec la CNOP (Coordination Nationale des Organisations Paysannes) du Mali et Diamantino Nhampossa de l'UNAC est le représentant (homme) de l'Afrique dans le Comité Coordinateur International.

Relations de l'UNAC avec les organisations locales, nationales et internationales

Au niveau national, l'UNAC est membre de plusieurs réseaux et forum de la société civile qui luttent pour leur plus grande participation aux processus de prise de décisions :

- FORUM FEMMES: regroupe les organisations qui défendent l'égalité entre hommes et femmes et l'égalité d'opportunité.

- GROUPE MOZAMBICAIN DE LA DETTE: groupe qui s'est distingué dans la lutte pour l'annulation de la dette externe et qui se concentre désormais sur la supervision et l'évaluation des plans publics. Actuellement, l'UNAC est membre du Conseil de Direction de ce groupe.

- FORUM SOCIAL MOZAMBICAIN: dès 2002, après sa première participation au Forum Social Mondial, l'UNAC s'est joint à d'autres organisations pour divulguer les principes et les positions du FSM, principalement sur les aspects qui font échos de la réalité du pays. L'UNAC est actuellement membre du groupe de Coordination du Forum Social Mozambicain, dont la première édition a été célébrée en octobre 2006.

- GROUPE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE QUI FONT LA SUPERVISION DE LA PAUVRETÉ - G20: répondant à l'appel fait par la société civile, le gouvernement a créé l'Observatoire de la Pauvreté. Celui-ci est un forum officiel où le gouvernement, les bailleurs de fonds et la société s'assoient ensemble à un même niveau, pour évaluer la contribution de tous dans la lutte contre la pauvreté, à travers la supervision de la mise en œuvre du PARPA (Plan d'Action pour la Réduction de la Pauvreté Absolue). La société civile occupe 20 sièges dans ce forum et l'UNAC participe en représentant les paysans/paysannes. L'UNAC est membre du Groupe de Coordination. Le G20 est la Plate-forme Nationale de la société civile mozambicaine pour la participation à l'Observatoire de la Pauvreté. Elle a été constituée par 20 membres, associations, fondations, ordres religieux, syndicats, secteur privé, réseaux d'ONGs, ONGs spécialisées, organisations techniques, professionnelles, institutions académiques et de recherche. Son objectif est de faciliter la participation de la société civile à l'Observatoire de la Pauvreté, faciliter l'engagement des organisations de la société civile dans l'analyse et le débat des politiques de développement, principalement dans le processus d'élaboration du PARPA, ainsi que dans sa mise en œuvre, supervision et évaluation, et contribuer à la formation en matière d'incidence politique et de négociation avec les pouvoirs de l'état, avec l'objectif de permettre que la voix des plus pauvres soit écoutée dans le processus de prise de décisions.

L'UNAC travaille avec plusieurs services du Ministère de l'Agriculture du Mozambique, au sein desquels elle cherche à proposer la souveraineté alimentaire comme alternative pour améliorer l'agriculture du secteur familial. Elle participe à la gestion de certains programmes de développement rural comme le PAMA (Programme d'Appui aux Marchés Agricoles) et le FARE (Fond d'Appui à la Réhabilitation Economique).

Au niveau international, l'UNAC est membre de La Via Campesina et de l'Organisation des Coopératives des Pays de Langue Portugaise (OCPLP).